

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 07/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIE CHIMIE SALINDRES

Quartier Usine
30340 SALINDRES

Références : référence à compléter
Code AIOT : 0006601574

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement GIE CHIMIE SALINDRES implanté Avenue Jean Moulin 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 07/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE CHIMIE SALINDRES
- Avenue Jean Moulin 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601574
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plate-forme chimique de Salindres connaît une activité industrielle depuis la fin du XIXème siècle. Elle regroupe aujourd'hui trois exploitants industriels : Rhodia Opérations et Axens, qui exploitent des installations de production, et le GIE Chimie, en charge de la fourniture des utilités pour les deux exploitants précédents. Elle occupe 100 hectares, à proximité du centre-ville, à 6 km environ au Nord-Est de la ville d'Alès et emploie plus de 500 personnes.

Le GIE Chimie est une entreprise de prestation de service créée à parts égales par les deux industriels principaux de la plate-forme (AXENS et RHODIA OPERATIONS). Elle a pour but :

- d'assurer la fourniture des utilités nécessaires au fonctionnement des unités industrielles (eau,

- électricité, gaz, vapeur) ;
- d'assurer le rejet des effluents industriels traités.

Le GIE Chimie a également en charge la mise à jour et la coordination du plan d'opération interne (POI) de la plateforme chimique.

L'activité du GIE est régulièrement autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral n°2026 du 07 juillet 2000, ainsi que par les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires n°2009-23 du 31 août 2009, 2011-27 du 18 août 2011, 2013-28 du 13 mai 2013, 2017-32 du 20 novembre 2017, et 2021-29 du 20 mai 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- visite réactive sur les causes, les conséquences et le retour d'expérience à la suite de l'activation du POI de la plateforme le 30 novembre 2022 ;
- suites données aux constats de l'inspection du 2 décembre 2021 ;
- surveillance des eaux souterraines et surveillance environnementale du milieu naturel ;
- retour d'expérience de l'épisode de sécheresse connu en 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Valeurs limites de rejet des effluents aqueux	AP Complémentaire du 20/11/2017, article 3.9.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Gestion des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.8.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	/	Sans objet
5	Eaux de percolation issues de la plateforme	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.8.3	/	Sans objet
6	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.11.2	/	Sans objet
7	Dispositifs de surveillance en continu	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.11.3	/	Sans objet
8	Surveillance physico-chimique de l'état écologique	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.12.1	/	Sans objet
9	Surveillance biologique de l'état écologique	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.12.2	/	Sans objet
10	Contrôle des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.13	/	Sans objet
11	Bilan	Arrêté Préfectoral du 19/08/2019, article 6	/	Sans objet
12	Autorisation provisoire de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection est revenue sur la gestion de l'incident du 30 novembre s'étant traduit par l'activation du POI sur la plateforme chimique. Cet incident, sans conséquence humaine ou environnementale, nécessite une analyse fine en terme de retour d'expérience notamment sur la fiabilisation du secours assuré par le groupe électrogène en cas de perte électrique, et de prévention du vieillissement du réseau de câblage électrique de la plateforme chimique.

La visite a également permis de constater que les surveillances environnementales effectuées dans le milieu et les eaux souterraines sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Après plusieurs années, un bilan synthétique de ces surveillances doit désormais être réalisé pour ajuster et le cas échéant renforcer certains axes.

Enfin, l'inspection a pu constater que les actions mises en place à l'échelle de la plateforme durant l'épisode de sécheresse d'ampleur connu cet année se sont traduites par des réductions significatives des consommations d'eau. Le retour d'expérience intégré de cet épisode de sécheresse est attendu pour permettre de mieux préparer les années à venir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27.I
Thème(s) : Risques accidentels, Détection gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et définit les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les dispositifs de détection déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, selon une procédure préétablie, permettant d'alerter la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations. Ces dispositifs coupent l'arrivée du combustible et interrompent l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 23. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'installation comprend trois dispositifs de détection de gaz : <ul style="list-style-type: none">- 17AIS131.02-A : chaudière CAR- 17AIS131.02-B : chaudière SF- 17AIS131.02-C : brûleur chaudière SF. Depuis la dernière visite pour solder la non-conformité relevée, l'exploitant a : <ul style="list-style-type: none">- justifié l'implantation retenu des détecteurs de gaz et la suffisance de la densité du réseau de détection. Ces dispositifs sont situés au-dessus des panoplies d'arrivée gaz naturel. Ces zones comprennent des vannes, filtres, détendeurs et compteurs. L'implantation de ces équipements engendre la présence de nombreuses portées de joint qui rendent ces zones les plus à risque de fuite et justifient la présence de dispositifs de détection.- présenté les justificatifs de réalisation de l'entretien et des tests de l'ensemble des détecteurs du réseau par un prestataire extérieur compétent le 7 mars 2022, ainsi que des asservissements asservissements associés lors d'un autre test pas un autre prestataire le 25 octobre pour lequel le rapport est toujours attendu,- réalisé des schémas précisant l'implantation de ces dispositifs faisant apparaître les asservissements. Ces éléments permettent de solder le constat.
Observations : L'exploitant fera parvenir la synthèse des conclusions des tests d'asservissement réalisés sur la détection gaz dès lors qu'il aura reçu le rapport issu du contrôle effectué le 25 octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Valeurs limites de rejet des effluents aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/11/2017, article 3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires doivent satisfaire, en toutes circonstances, aux limitations suivantes en termes de concentration et de flux polluant. Cadmium Flux en kg/j : <0,002
Constats : A la suite de la non-conformité relevée (dépassement de la valeur limite de flux en cadmium alors que les valeurs en concentration sont respectées), l'exploitant a procédé à une cartographie des rejets de ce polluant via des prélèvements dans les caniveaux alimentant le rejet plateforme. Il a également renforcé la fréquence de surveillance de ce paramètre avec la réalisation d'un contrôle mensuel au lieu d'un contrôle trimestriel, conformément à la demande de l'inspection des installations classées. Ces travaux n'ont pas fait apparaître de cause pour expliquer l'origine des dépassements sur le flux en cadmium, polluant non traceur des activités exercées sur la plateforme. Un travail a été fait avec le laboratoire interne pour améliorer la sensibilité de la limite de quantification au niveau des rejets. À la suite de ce travail, les résultats sur l'année 2022 ne montrent plus de dépassement en flux sur ce paramètre depuis le mois de mai.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des rejets d'effluents aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les eaux de process du GIE Chimie subissent un traitement approprié avant d'être dirigées vers le bassin tampon B3S.
Constats : La caractérisation des effluents de déminéralisation a été effectuée. Les concentrations en chlorure et en sodium sont compatibles avec les valeurs limites de rejets du site. L'exploitant a réalisé une étude sur les besoins en traitement avant rejet vers le bassin B3 sud de la plateforme de ces effluents. L'étude révèle la nécessité de procéder à un ajustement du pH pour neutralisation via des pompes doseuses. En outre une homogénéisation de l'effluent doit être réalisée. Le dispositif de traitement et d'homogénéisation a été installé.
Observations : Le dispositif doit encore faire l'objet d'ajustements en ce qui concerne la programmation du traitement de neutralisation. L'exploitant doit fournir un calendrier précisant la finalisation de cette phase de test.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'incident du 30/11/2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : À la suite d'un départ de feu d'origine électrique le 30 novembre 2022 dans le secteur des unités exploitées par la société AXENS (seveso seuil haut), la plateforme chimique de Salindres a déclenché son plan d'opération interne (POI) à 7h25 .</p> <p>L'incendie est lié à la formation d'un arc électrique sur un câble haute tension de la plateforme. Le vieillissement, ajouté aux premières gelées, constitue à ce stade l'explication privilégiée de la perte d'isolement à l'origine de la formation de l'arc électrique. En 2017/2018 un audit du câblage électrique de la plateforme avait été réalisé. Un plan de remplacement hiérarchisé des câbles sur la base de cet audit est mis en place. Ce câble n'avait pas été identifié comme un câble à haut risque mais comme câble à surveiller. L'exploitant n'avait toutefois pas défini d'action de surveillance particulière sur ce câble depuis.</p> <p>L'incendie a été maîtrisé sans intervention des secours extérieurs. 17 pompiers internes sont intervenus. Aucune victime n'est à déplorer. Les rejets de la plateforme ont également été interrompu en préventif. Ce départ de feu n'a engendré aucune incidence environnementale.</p> <p>À la suite de ce début d'incendie, l'alimentation électrique de la plateforme a été coupée. Les installations de production d'AXENS et de SOLVAY, se sont mises à l'arrêt en sécurité sans incidence identifiée. Le secours électrique de la plateforme a été assuré par groupe électrogène, puis le site a recouvré son alimentation haute tension normale via un second câble d'alimentation de la plateforme. Il faut toutefois noter que le groupe électrogène n'a pas démarré de manière automatique (démarreurs pneumatiques) et une intervention humaine a été nécessaire pour permettre son démarrage au bout d'environ 45 minutes. Le démarrage automatique du groupe électrogène avait pourtant été testé le 26 octobre et une maintenance avait été réalisée le 23 novembre durant laquelle le démarreur fonctionnait. Les onduleurs ont pris le relai normalement. Des investigations sont toujours en cours pour comprendre le dysfonctionnement qui s'est produit le jour de l'incident. Le POI a été levé à 9h00.</p> <p>Observations : En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant doit transmettre un rapport complet d'incident comportant notamment l'analyse détaillée des causes, effets et conséquences, et les éventuelles actions correctives ou d'améliorations prévues dans le cadre du retour d'expérience pour prévenir toute récurrence.</p> <p>Considérant en particulier la rupture de l'alimentation électrique principale de la plateforme et de l'activation du secours, l'analyse du retour d'expérience devra notamment intégrer les points suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. confirmation que l'ensemble des actions de mises en sécurité prévues dans le cadre des procédures de gestion des situations d'urgence ont bien été opérantes au moment de la coupure de l'alimentation électrique principal de la plateforme ; 2. justification que le secours des MMR à la suite de la coupure de l'alimentation principale s'est également réalisé conformément à ce qui est prévu ; 3. mise en place d'un plan d'actions correctives pour fiabiliser le démarrage pneumatique automatique du groupe électrogène sur la base de l'analyse des causes du dysfonctionnement

observé ;
4. l'exploitant remettra à jour son analyse de l'état du réseau de câblage de la plateforme ainsi que le plan d'actions hiérarchisées qui en découlent. Pour les câbles qui ne font pas l'objet d'une action de remplacement à court terme et qui apparaissent comme étant à surveiller, l'exploitant doit mettre en place un suivi renforcé de leur évolution périodique et mettre à jour le plan d'intervention associé le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux de percolation issues de la plateforme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de percolation de la plateforme pourront être rejetées au milieu naturel si leurs caractéristiques respectent les valeurs limites prévues par le présent arrêté. Dans le cas où des eaux de percolation résiduelles auraient un impact sur l'atteinte du bon état chimique et écologique de la masse d'eau Avène au 31 décembre 2023, l'exploitant met en place des mesures complémentaires pour pallier cet impact. Le descriptif technique des mesures retenues, présentant le détail de ses performances attendues, est transmis à l'Inspection des installations classées au plus tard le 30 juin 2024, Ces mesures sont opérationnelles au plus tard le 1^{er} janvier 2027.</p> <p>Constats : L'exploitant a identifié une résurgence appelée drain HFA au sud de la plateforme chimique. L'exploitant a bien caractérisé l'effluent provenant de ce drain (HFA), principalement chargé en métaux (arsenic et manganèse) ainsi qu'en COHV (tétrachloroéthylène). A la suite de cette découverte, il a déposé un dossier proposant un traitement par lagunage planté. Les bassins ont été aménagés en novembre 2019. La plantation (roseaux et saules) a été réalisée début 2020, la végétation a pris partiellement, des ragondins coupent parfois des roseaux. Les roseaux du bassin ont été replantés au mois d'avril 2021.</p> <p>Le bilan sur les deux dernières années montre un rendement d'environ 90 % sur les COHV qui permet d'atteindre globalement les objectifs. Le rendement sur les métaux (50 à 60%) n'est toutefois pas satisfaisant. Un rapport d'étude du retour d'expérience a été produit sur la base duquel l'exploitant a déterminé que le temps de séjour dans la lagune et l'oxygénation étaient insuffisants et que des traitements passifs complémentaires étaient nécessaires.</p> <p>Observations : L'exploitant doit présenter de manière formalisée le bilan du traitement passif par lagunage mis en place et présenter le plan d'actions qui a été préparé à la suite des résultats obtenus (amélioration du temps de séjour, mise en place d'un traitement par précipitation, entretien / nettoyage de la lagune). Dans ce cadre, l'exploitant devra proposer également une analyse technico-économique des solutions de traitement actif à mettre en place le cas échéant pour permettre d'atteindre les objectifs d'abatteurs sur les métaux. Ces actions doivent être conduites selon un calendrier cohérent avec l'échéancier défini par l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures comparatives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci est accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'Inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Si les normes applicables ne sont pas jugées pertinentes par l'exploitant, celui-ci propose à l'inspection des installations classées une méthode alternative. La justification de la fiabilité et la performance de cette méthode alternative est soumise à la tierce expertise d'un organisme compétent, dont le choix est soumis à la validation de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Les mesures comparatives sont réalisées sur la base des mesures faites lors des contrôles inopinés et/ou des contrôles réalisés par l'agence de l'eau.</p> <p>En 2022 ces mesures ont été réalisées le 21 novembre par CERECO, organisme accrédité, et les résultats ne sont pas disponibles le jour de l'inspection.</p> <p>Les résultats 2021 ont été présentés et les mesures comparatives avaient été réalisées par l'APAVE. Globalement les écarts avec les mesures extérieures montrent une surestimation des quantifications par le laboratoire interne alimentant l'autosurveillance.</p> <p>Ces résultats montrent en particulier un écart important sur l'azote global et sur la DCO. Une étude a été réalisée qui a montré une surestimation de l'évaluation de l'azote global par l'exploitant par des biais de calcul.</p> <p>Pour la DCO, l'exploitant a engagé une étude comparative sur la méthode rapide utilisée en interne par rapport à la méthode normée.</p>
<p>Observations : L'exploitant fera parvenir les résultats commentés de l'analyse comparative 2022 pour s'assurer que les écarts constatés en 2021 ont été résorbés. Des commentaires sont attendus sur l'azote, la DCO et l'aluminium notamment.</p> <p>L'exploitant doit également définir pour chaque polluant des seuils d'écart à partir desquels une action corrective est nécessaire afin de garantir la représentativité de l'autosurveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dispositifs de surveillance en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'un dispositif de surveillance en continu des émissions est mis en place, celui-ci est installé, mis en oeuvre et maintenu suivant les normes en vigueur. L'exploitant constitue un dossier justifiant que les caractéristiques du dispositif permettent de satisfaire aux exigences du programme de surveillance des émissions, et comprenant une attestation de l'installateur du bon fonctionnement de l'équipement à sa mise en service. L'exploitant met en place un programme de vérification de ces dispositifs conforme aux préconisations du fournisseur, et réalise a minima : - une vérification annuelle du bon fonctionnement, - un ré-étalonnage tous les 3 ans.
Constats : La surveillance en continu concerne le débit, pH et la conductivité. Le pH mètre et le conductimètre sont étalonnés à fréquence hebdomadaire. Le dispositif de mesure du débit fait l'objet d'un contrôle mensuel. Les enregistrements de ces opérations sur le mois de novembre 2022 ont été présentés le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance physico-chimique de l'état écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.12.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à des mesures mensuelles sur les eaux de l'Avène en amont et en aval après la zone de mélange pour les paramètres physico-chimiques suivants : température, pH, conductivité, oxygène dissous (en mg/l et % de saturation), azote global, chlorures, zinc, aluminium, arsenic, DCO, DBO5, COD, PO4, Ptot, NH4, NO2, NO3.
Constats : Les résultats des analyses mensuelles ont été présentés sur l'année 2022.
Observations : L'exploitant doit présenter un bilan commenté des résultats observés dans le milieu sur les 4 dernières années. Dans le cadre de ce bilan, l'exploitant évaluera la pertinence et la suffisance des polluants surveillés en proposant notamment l'intégration d'une surveillance périodique des substances fluorés (TFA notamment).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance biologique de l'état écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.12.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'Arias et l'Avène font l'objet de contrôles annuels au début de l'été. Ces contrôles portent sur les paramètres TBD et IBG-DCE (diatomées et invertébrés benthique). L'ensemble des analyses est effectué selon les normes en vigueur utilisées pour déterminer l'état écologique du milieu.
Constats : La surveillance biologique est réalisée par le laboratoire Eurofins. Les dernières analyses ont été conduites les 20 et 21 juin 2022. Sur l'Arias, l'analyse hydrobiologique montre un passage d'un état biologique très bon à bon entre l'amont et l'aval. Le rapport ne conclut pas sur un impact significatif de la plateforme sur l'état biologique du cours d'eau. Sur l'Avène, l'analyse hydrobiologique montre un passage d'un état biologique moyen à médiocre entre l'amont et l'aval.
Observations : L'exploitant transmettra annuellement les résultats commentés de cette surveillance biologique du milieu. En outre, il fournira une analyse quadriennale des tendances observées sur la surveillance du milieu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contrôle des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 3.13
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un réseau de piézomètres couvrant l'ensemble du site. Chaque piézomètre fait l'objet de contrôles.</p> <p>Constats : L'exploitant a établi un plan de surveillance piézométrique de la plateforme chimique à la suite de la visite d'inspection du 8 septembre 2020. Ce plan couvre les installations exploitées par Axens, Rhodia Opérations et le GIE Chimie. Ce réseau se compose de 11 piézomètres. Les paramètres suivis correspondent aux paramètres prescrits dans les différents arrêtés préfectoraux opposables aux exploitants de la plateforme chimiques. Pour chaque paramètre surveillé, l'exploitant a déterminé sur la base des valeurs mesurées sur les 4 dernières années des seuils d'alerte et les actions mises en œuvre dans le cas où ils sont atteints. La surveillance est réalisée à fréquence trimestrielle. Aucun bilan structuré et intégré de cette surveillance n'a toutefois été effectué.</p> <p>Observations : Le plan de surveillance doit justifier la pertinence de l'implantation du réseau piézométrique mis en œuvre et de sa densité au regard des sens d'écoulement des eaux souterraines, des enjeux extérieurs à la plateforme, des lieux de mise en œuvre des substances dangereuses sur la plateforme et de l'historique des pollutions rencontrées. Il doit également fournir des informations techniques plus détaillées sur chacun des piézomètres participant à la surveillance des eaux souterraines. Ainsi, les positions et longueurs de crépines doivent être justifiées au regard des aquifères surveillés, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution. Le plan de surveillance doit également justifier que les prélèvements, le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les paramètres surveillés devraient intégrer d'autres polluants traceurs des activités exercées sur la plateforme et pour lesquels des pollutions historiques sont documentées. L'exploitant doit mettre à jour la liste paramètres pour lesquels une surveillance des eaux souterraines est pertinente. Au minimum l'acide trifluoroacétique (TFA) doit être rajouté à cette liste des paramètres à contrôler dans les eaux souterraines au niveau des piézomètres pour lesquels cette surveillance est pertinente. En outre, lors de chaque prélèvement la mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique. Enfin, le plan de surveillance ne comprend pas l'information de l'inspection installations classées en cas d'atteinte d'un seuil d'alerte défini par l'exploitant. Ce point doit être corrigé.</p> <p>La surveillance piézométrique sur la plateforme est en place depuis de nombreuses années. Il convient que l'exploitant produise, sous trois mois, un bilan quadriennal de cette surveillance analysant les résultats enregistrés et leurs évolutions. Ce bilan doit s'articuler autour des axes suivants: contexte de la surveillance exercée, références documentaire et référentiels méthodologiques, bilan de la surveillance des eaux souterraines (présentation du suivi actuel (points, substances et paramètres, fréquence) avec la caractéristique des ouvrages, synthèse des évolutions observées, situation actuelle, schéma conceptuel) et doit formuler des perspectives avec le cas échéant des propositions d'optimisation de la surveillance effectuée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bilan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2019, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évaluation a posteriori de son plan de réduction, - un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités, - les coûts afférents, - et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.
<p>Constats : L'exploitant a préparé le bilan pour l'année 2022 à l'échelle de la plateforme chimique. Les actions de réduction de la consommation d'eau ont été présentées (limitation des lavages aux seules opérations liées à la sécurité, renforcement du recyclage des eaux, arrêt de certaines activités ...). Ces actions ont permis de réduire les consommations d'environ 500 m³/j soit environ 1/3 de moins qu'en situation normale. L'exploitant a également renforcé les fréquences d'analyse des rejets au milieu naturel.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit finaliser et transmettre son bilan en réponse à la visite d'inspection. Dans le cadre de ce bilan, l'exploitant doit également faire un point sur les mesures opérationnelles techniques mises en œuvre en fonction des niveaux de sécheresse telles que prévues dans l'arrêté préfectoral, en précisant les raisons pour celles qui n'ont pas pu être réalisées et en proposant des mesures plus adaptées issues du retour d'expérience de l'épisode de cette année.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Autorisation provisoire de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le GIE est autorisé à prélever un maximum de 6000 m³ / mois d'eau dans le bassin de Ségoussac pour une durée de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté. Le prélèvement maximum journalier est limité à 250 m³/ jour. En toutes circonstances, le niveau de l'eau du bassin est maintenu à une cote minimale de 256,4 m NGF et toutes les dispositions doivent être prises pour éviter la remise en suspension du dépôt de boues du bassin lors du prélèvement d'eau.</p>
<p>Constats : Le prélèvement temporaire n'a pas pu être mis en œuvre. L'exploitant a toutefois continué à travailler pour pérenniser ce prélèvement alternatif. Il va engager désormais la phase de test sur le premier semestre de l'année 2023.</p>
<p>Observations : L'exploitant fournira une présentation actualisée de son projet de prélèvement pérennisé des eaux de Segoussac.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet